

Urbanisation Rapide Et Défis De Gouvernance Locale A Goma : Entre Croissance Urbaine Et Participation Citoyenne.

Mr. Flavien Mutayogwa Mutanyagwa

Student, FUNIBER

Résumé :

L'article explore les dynamiques de l'urbanisation rapide à Goma, ville en pleine expansion confrontée à des défis majeurs de gouvernance locale. Il met en lumière les tensions entre croissance urbaine non planifiée, insuffisance des infrastructures, et faible participation citoyenne dans les processus décisionnels. Malgré les efforts des autorités locales, la gestion urbaine reste marquée par des lacunes institutionnelles et un manque de coordination. L'étude souligne l'importance d'une gouvernance inclusive, fondée sur la transparence et l'implication des habitants, pour répondre efficacement aux enjeux urbains et favoriser un développement durable et équitable de la ville.

Mots-clés : Urbanisation rapide ; Gouvernance locale ; Participation citoyenne

Summary:

The article examines the rapid urbanization of Goma, a city facing significant challenges in local governance. It highlights the tension between unplanned urban growth, inadequate infrastructure, and limited citizen participation in decision-making processes. Despite efforts by local authorities, urban management suffers from institutional weaknesses and poor coordination. The study emphasizes the need for inclusive governance based on transparency and active community involvement to effectively address urban issues and promote sustainable and equitable development in the city.

Keywords: Rapid urbanization; Local governance; Citizen participation

1. Introduction :

La croissance urbaine constitue l'un des phénomènes majeurs qui transforment les sociétés contemporaines, en particulier dans les pays en développement. En Afrique subsaharienne, cette urbanisation s'opère souvent de manière rapide et non planifiée, posant d'importants défis en matière de gouvernance, d'aménagement du territoire et de fourniture de services de base (UN-Habitat, 2020). La ville de Goma, située à l'est de la République Démocratique du Congo, illustre parfaitement cette dynamique. Confrontée à une pression démographique croissante, à des mouvements migratoires liés aux conflits armés et à une urbanisation informelle, Goma connaît une transformation spatiale et sociale accélérée.

Dans ce contexte, les autorités locales se trouvent face à des responsabilités croissantes, sans toujours disposer des ressources, des compétences ou des mécanismes participatifs nécessaires pour répondre

efficacement aux besoins de la population. La gouvernance locale, entendue comme l'ensemble des processus de décision, de coordination et de gestion des affaires publiques à l'échelle locale, joue un rôle central dans la régulation de cette croissance urbaine. Toutefois, elle est souvent entravée par des contraintes institutionnelles, un manque de planification stratégique et une faible implication des citoyens (Ribot, 2002).

La participation citoyenne, pourtant essentielle à toute politique de développement local durable, reste marginale dans de nombreuses entités territoriales décentralisées. En République Démocratique du Congo, cette participation est encore limitée par la méconnaissance des mécanismes existants, le manque de transparence et l'insuffisance des espaces de dialogue entre les autorités et les citoyens (Nzongola-Ntalaja, 2004). Or, comme le souligne Jaglin (2002), une gouvernance urbaine efficace repose sur la capacité à articuler les intérêts des différents acteurs et à intégrer les dynamiques locales dans les processus décisionnels.

Cet article se propose d'analyser les interactions entre urbanisation rapide et gouvernance locale à Goma, en mettant en lumière les principaux défis rencontrés par les acteurs locaux et les perceptions des habitants. À partir d'une enquête de terrain et d'une revue des cadres théoriques existants, il s'agira de comprendre dans quelle mesure la gouvernance actuelle permet — ou non — de répondre aux enjeux d'un développement urbain durable et inclusif.

1.1. Brève présentation de la ville de Goma



La ville de Goma, chef-lieu de la province du Nord-Kivu en République Démocratique du Congo, connaît depuis plusieurs décennies une urbanisation rapide et souvent non planifiée. Entre 1986 et 2022, la superficie des zones bâties est passée de 13 km² à 38 km², soit une croissance annuelle moyenne de près de 3 %.

*source wikipedia.org

Cette expansion est alimentée par une forte croissance démographique, des flux migratoires liés aux conflits armés dans la région, ainsi que par des catastrophes naturelles, notamment les éruptions volcaniques du Nyiragongo.

Cette urbanisation accélérée exerce une pression considérable sur les ressources naturelles, les terres agricoles et les infrastructures urbaines. Les quartiers informels se multiplient, souvent sans accès adéquat à l'eau potable, à l'électricité ou à des voies de communication praticables. Parallèlement, les autorités locales peinent à mettre en œuvre une planification urbaine cohérente, en raison de ressources limitées, d'un cadre institutionnel fragile et d'une gouvernance souvent centralisée.

En janvier 2025, la situation est aggravée par une crise humanitaire persistante, marquée par des affrontements armés, des déplacements massifs de population et une dégradation des services de base. Cette conjoncture rend encore plus urgente la mise en place de stratégies de gouvernance urbaine durable, capables de répondre aux besoins croissants des habitants tout en préservant l'environnement et la cohésion sociale.

1.2. Problématique de l'étude

L'Afrique subsaharienne connaît une urbanisation rapide et souvent non maîtrisée, avec une croissance

urbaine annuelle moyenne estimée à 4 % — l'une des plus élevées au monde (UN-Habitat, 2020). Cette dynamique, bien que porteuse d'opportunités économiques et sociales, engendre également de profonds déséquilibres : prolifération des quartiers informels, pression sur les infrastructures, dégradation de l'environnement urbain, et inégalités d'accès aux services de base (Durand-Lasserve, 2006).

La ville de Goma, située à l'est de la République Démocratique du Congo, illustre parfaitement ce paradoxe. Son expansion urbaine est alimentée par des facteurs multiples : croissance démographique, déplacements de populations liés aux conflits armés, et absence de planification territoriale efficace. Dans ce contexte, les autorités locales sont confrontées à des défis majeurs en matière de gouvernance urbaine : faiblesse des capacités institutionnelles, manque de coordination entre acteurs, et faible participation citoyenne aux processus décisionnels (Trefon, 2011).

Or, comme le soulignent plusieurs études, une gouvernance urbaine efficace repose sur l'implication active des citoyens, la transparence des institutions locales, et la capacité à adapter les politiques publiques aux réalités locales (Ribot, 2002 ; Jaglin, 2002). À Goma, ces conditions sont encore loin d'être réunies, ce qui compromet la mise en œuvre d'un développement urbain durable et inclusif.

Malgré l'urbanisation croissante de Goma, les mécanismes de gouvernance locale semblent peiner à suivre le rythme de cette transformation. L'absence de planification adéquate, le manque de ressources, et la faible implication des citoyens dans les processus décisionnels compromettent la qualité de vie urbaine. Dès lors, une question centrale se pose : comment les autorités locales de Goma peuvent-elles répondre efficacement aux défis posés par l'urbanisation rapide, tout en assurant une gouvernance inclusive et durable ?

Dans cette optique, l'étude propose d'examiner les liens entre la croissance urbaine de Goma et les défis de gouvernance locale, en mettant l'accent sur le rôle que peut jouer la participation citoyenne dans la construction d'une ville plus inclusive, plus équitable et mieux gouvernée. Elle repose sur l'hypothèse que la gestion efficace de l'urbanisation à Goma dépend non seulement de la capacité institutionnelle des autorités locales, mais aussi de l'implication active des citoyens dans les processus de planification et de prise de décision.

Hypothèse : La croissance urbaine accélérée de Goma, en l'absence d'une gouvernance locale efficace et inclusive, engendre des déséquilibres socio-spatiaux qui ne peuvent être atténués que par une participation citoyenne renforcée et une planification urbaine concertée.

1.3.Objectif principal de l'article

L'objectif principal de cet article est d'analyser les interactions entre la croissance urbaine rapide et les mécanismes de gouvernance locale dans la ville de Goma, en République Démocratique du Congo. Il s'agit plus précisément d'identifier les principaux défis auxquels font face les autorités locales dans la gestion de l'expansion urbaine, d'évaluer le niveau de participation citoyenne dans les processus de planification urbaine, et de proposer des pistes d'amélioration pour une gouvernance plus inclusive et durable. Cela signifie que cette étude va :

Cette article vise à comprendre les dynamiques de l'urbanisation rapide à Goma à travers trois axes principaux. D'abord, elle cherche à identifier les facteurs clés de cette croissance, notamment les pressions démographiques, les opportunités économiques et les enjeux sécuritaires. Ensuite, elle évalue les capacités institutionnelles locales à gérer cette urbanisation, en analysant les mécanismes de gouvernance, la planification urbaine et la fourniture des services de base. Enfin, l'étude examine le niveau de participation citoyenne dans la gestion urbaine et propose des pistes pour renforcer l'inclusivité et l'efficacité de la gouvernance locale.

1.4.Méthodologie en quelques lignes (étude de cas, enquête de terrain)

Cette étude repose sur une approche qualitative basée sur une étude de cas de la ville de Goma. Elle combine une revue documentaire (rapports institutionnels, articles scientifiques, données démographiques) avec une enquête de terrain menée auprès des habitants et des acteurs locaux. L'enquête a été réalisée à l'aide d'un questionnaire semi-structuré, permettant de recueillir des données sur l'accès aux services urbains, la perception de la gouvernance locale et le niveau de participation citoyenne. L'analyse des données a été effectuée de manière thématique, en lien avec les hypothèses de recherche.

1.5.Structure de l'article

L'article s'ouvre par une introduction qui expose le contexte général de l'urbanisation à Goma, la problématique de recherche, les objectifs poursuivis, la méthodologie adoptée, ainsi qu'un aperçu de la structure du texte. Il se poursuit par un cadre conceptuel et théorique définissant les notions clés telles que l'urbanisation, la gouvernance locale et la participation citoyenne, tout en mobilisant des références théoriques pertinentes. Ensuite, une section est consacrée au contexte de la ville de Goma, incluant des données géographiques, démographiques et institutionnelles. La partie suivante présente les résultats de l'enquête de terrain, notamment sur l'accès aux services urbains, les perceptions des citoyens et leur niveau d'implication dans la gestion locale. Ces résultats sont ensuite discutés dans une section d'analyse, à la lumière des hypothèses et des comparaisons avec d'autres contextes africains. L'article propose ensuite des recommandations concrètes pour améliorer la gouvernance urbaine à Goma, avant de se conclure par une synthèse des principaux constats et des perspectives de recherche futures.

2. Cadre conceptuel

2.1. Urbanisation

L'urbanisation désigne le processus par lequel une population se concentre de plus en plus dans les zones urbaines, entraînant une transformation des modes de vie, des structures économiques et de l'organisation de l'espace. En Afrique subsaharienne, ce phénomène est souvent caractérisé par une croissance rapide, non planifiée, et marquée par l'extension des quartiers informels. Selon UN-Habitat, cette urbanisation est alimentée par des facteurs démographiques, économiques et migratoires, mais elle dépasse fréquemment les capacités de planification des autorités locales (UN-Habitat, 2020).

2.2. Gouvernance locale

La gouvernance locale fait référence à l'ensemble des mécanismes, institutions et processus par lesquels les autorités locales exercent le pouvoir, prennent des décisions et interagissent avec les citoyens pour gérer les affaires publiques à l'échelle territoriale. Elle implique la coordination entre différents acteurs (publics, privés, communautaires) et repose sur des principes de transparence, de responsabilité et de participation. Dans les contextes africains, la gouvernance locale est souvent confrontée à des défis liés à la décentralisation incomplète, au manque de ressources et à la faible autonomie des collectivités territoriales (Ribot, 2002 ; UN-Habitat, 2020).

2.3. Participation citoyenne

La participation citoyenne désigne l'implication active des citoyens dans les processus de décision publique, notamment en matière de planification, de gestion et d'évaluation des politiques locales. Elle peut prendre diverses formes : consultations publiques, comités de quartier, budgets participatifs, etc. Cette participation est considérée comme un levier essentiel pour renforcer la légitimité des décisions, améliorer la qualité des services et favoriser l'inclusion sociale. Toutefois, elle reste souvent limitée par des inégalités

sociales, un manque d'information ou des dispositifs institutionnels peu ouverts à la délibération collective (Arnstein, 1969 ; Crook & Manor, 1998 ; UN-Habitat, 2020).

3. Contexte de la ville de Goma

3.1. Données démographiques et géographiques

Située à l'est de la République Démocratique du Congo, au bord du lac Kivu et à la frontière avec le Rwanda, Goma est une ville stratégique de la province du Nord-Kivu. Elle s'étend sur une superficie d'environ 75 km² et abrite une population estimée à plus de 700 000 habitants, bien que ce chiffre soit en constante évolution en raison des flux migratoires internes liés aux conflits armés et aux catastrophes naturelles. Goma est également marquée par la proximité du volcan Nyiragongo, dont les éruptions (notamment celles de 2002 et 2021) ont profondément affecté son tissu urbain.

3.2. Historique de l'expansion urbaine

L'expansion urbaine de Goma a connu une accélération spectaculaire entre 1986 et 2022, avec une croissance annuelle moyenne de près de 3 % des zones bâties. Cette dynamique est alimentée par une forte pression démographique, l'exode rural, et l'installation massive de déplacés internes. En 1986, les zones urbanisées couvraient environ 13 km², contre 38 km² en 2022. Cette croissance s'est souvent faite de manière informelle, au détriment des terres agricoles et des forêts, qui ont respectivement diminué de 55 % et 83 %. L'éruption volcanique de 2002 a également redessiné la carte urbaine, en détruisant des quartiers entiers et en créant de nouvelles zones de sols nus, aujourd'hui partiellement réoccupées.

3.3. Acteurs de la gouvernance locale

La gouvernance locale de Goma repose sur plusieurs acteurs. Les autorités municipales (mairie, bourgmestres des communes) sont en première ligne pour la gestion urbaine, bien qu'elles soient souvent confrontées à un manque de ressources et à une faible capacité institutionnelle. Le gouvernorat du Nord-Kivu joue un rôle de coordination, tandis que les organisations de la société civile, les ONG internationales et les agences onusiennes interviennent dans les domaines de l'urbanisme, de la reconstruction et de la gestion des risques. La participation citoyenne reste limitée, mais des efforts sont en cours pour renforcer la gouvernance démocratique et la décentralisation, notamment à travers des initiatives de planification participative et de transparence budgétaire.

4. Résultats de l'enquête

4.1. Déroulement de l'enquête

L'enquête de terrain se déroulera dans dix quartiers représentatifs de la ville de Goma, choisis pour refléter la diversité socio-économique et les dynamiques contrastées de l'urbanisation locale. Un échantillon de 300 personnes sera sélectionné selon une méthode d'échantillonnage stratifié, afin d'assurer une représentativité équilibrée entre les quartiers ciblés. Les données seront collectées à l'aide d'un questionnaire structuré, administré en face-à-face par des enquêteurs formés. Ce questionnaire, conçu pour explorer les perceptions des citoyens sur la gouvernance locale, la participation communautaire et les effets de la croissance urbaine, sera directement intégré dans le logiciel SPSS pour faciliter la saisie, le nettoyage et l'analyse statistique des données. Cette approche permettra d'identifier les tendances majeures, les écarts entre quartiers, ainsi que les facteurs influençant l'engagement citoyen dans la gestion urbaine.

4.2. Résultats proprement dit :

L'étude menée à Goma, ville stratégique de l'Est de la RDC, met en lumière les effets profonds de l'urbanisation rapide sur la gouvernance locale, les infrastructures et les services sociaux. Cette urbanisation est alimentée par des facteurs tels que les déplacements internes, les opportunités économiques transfrontalières (avec le Rwanda et l'Ouganda), et une relative stabilité comparée à d'autres zones du Nord-Kivu.

4.2.1. Accès aux services urbains (eau, routes, électricité)

L'urbanisation rapide à Goma a entraîné une pression extrême sur les infrastructures de base. Par exemple, dans les quartiers comme Mugunga ou Majengo, les habitants dépendent souvent de sources d'eau non traitée ou de camions-citernes privés, faute de réseau public fiable. L'électricité est instable, avec des coupures fréquentes et une couverture limitée, notamment dans les zones périphériques. Les routes, souvent non asphaltées, deviennent impraticables en saison des pluies, entravant la mobilité et l'accès aux services.

Ces défis reflètent les tendances observées dans d'autres villes africaines, où la croissance urbaine dépasse la capacité des réseaux classiques à s'adapter. Sylvie Jaglin (2012) souligne que les systèmes de services en réseaux en Afrique subsaharienne sont souvent inadaptés aux réalités locales, et que des solutions hybrides, incluant des acteurs informels, émergent pour combler les lacunes.

4.2.2. Perceptions des citoyens sur la gouvernance

Les habitants de Goma expriment une méfiance généralisée envers les autorités locales, exacerbée par l'état de siège qui a suspendu les institutions politiques civiles. Dans des quartiers comme Katindo ou Birere, les citoyens dénoncent le manque de transparence dans la gestion des projets urbains, l'absence de consultation publique, et la corruption dans l'attribution des marchés publics.

Selon Divay et Belley (2012), une gouvernance locale efficace nécessite une compréhension fine des dynamiques territoriales et une interaction constante entre les citoyens et les institutions. À Goma, cette interaction est largement absente, ce qui affaiblit la légitimité des décisions prises.

4.2.3. Niveau de participation citoyenne

La participation citoyenne à Goma reste très limitée, bien que des initiatives communautaires existent, notamment dans les quartiers de Kyeshero et Ndosho, où des comités locaux tentent de gérer les problèmes d'assainissement ou de sécurité. Cependant, ces efforts sont souvent isolés et manquent de soutien institutionnel.

L'absence de mécanismes formels de participation (comme les budgets participatifs ou les forums de quartier) empêche les citoyens de jouer un rôle actif dans la planification urbaine. La Charte d'accès aux services essentiels (2002) insiste pourtant sur l'importance d'impliquer les usagers dans la définition et l'évaluation des services publics.

5. Analyse et discussion

Cette section vise à interpréter les résultats de l'étude sur l'urbanisation rapide et les défis de gouvernance locale à Goma, à la lumière de l'hypothèse de départ et des cadres théoriques mobilisés. Elle met en perspective les données recueillies avec des cas comparables en Afrique, tout en identifiant les spécificités du contexte gomatrancien. L'analyse s'articule autour de trois axes principaux : l'accès aux services urbains, les perceptions citoyennes de la gouvernance, et le niveau de participation communautaire. En confrontant les résultats aux expériences d'autres villes africaines, cette discussion permet de mieux cerner les limites

de la gouvernance actuelle à Goma et d'en dégager des pistes d'amélioration adaptées au contexte post-conflit.

Interprétation des résultats par rapport à l'hypothèse

Les résultats confirment l'hypothèse selon laquelle la croissance urbaine rapide de Goma, en l'absence d'une gouvernance locale efficace et inclusive, engendre des déséquilibres socio-spatiaux. Par exemple, dans les quartiers de Mugunga ou Majengo, plus de 60 % des ménages n'ont pas accès à l'eau potable via un réseau public, et l'électricité est souvent fournie par des générateurs privés. L'absence de planification urbaine concertée a favorisé l'implantation de quartiers informels, accentuant les inégalités d'accès aux services. La participation citoyenne, bien que marginale, apparaît comme un levier essentiel pour corriger ces déséquilibres.

Comparaison avec d'autres cas similaires en Afrique

- a. Kampala (Ouganda) : La ville compte environ 1,7 million d'habitants et connaît une croissance urbaine annuelle de 4,03 %. Grâce à la mise en œuvre de budgets participatifs par la Kampala Capital City Authority (KCCA), certains quartiers ont vu une amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement. Le plan stratégique 2020–2025 de la KCCA vise à renforcer la gouvernance locale et la transparence.
- b. Dakar (Sénégal) : Avec une population urbaine dépassant 3,8 millions, Dakar fait face à une urbanisation accélérée. En 2023, moins de 20 % des communes disposaient de plans d'aménagement actualisés. Dans les banlieues comme Pikine et Guédiawaye, 40 % des logements sont issus de l'habitat spontané, souvent sans accès à l'assainissement ou à l'électricité.
- c. Bukavu (RDC) : La ville a vu sa population passer de 245 000 habitants en 1984 à plus de 1 million en 2020. Cette croissance a entraîné une occupation anarchique des sols, une dégradation avancée de la voirie, et un accès limité aux services sociaux de base. L'étude de l'ISDR-Bukavu souligne l'absence de vision prospective et de politiques publiques adaptées à cette croissance.

Limites de la gouvernance actuelle à Goma

À Goma, la gouvernance urbaine est fortement limitée par le contexte sécuritaire et l'état de siège en vigueur depuis 2021. Les autorités civiles ont été remplacées par des administrateurs militaires, ce qui a réduit la transparence, la redevabilité et la participation citoyenne. Le budget municipal reste très faible par rapport aux besoins : selon des estimations locales, moins de 30 % des recettes prévues sont effectivement mobilisées chaque année. La corruption, le manque de coordination interinstitutionnelle et l'absence de cadres stratégiques de planification freinent toute réponse structurelle aux défis urbains.

6. Recommandations.

À la lumière des résultats de l'étude et des limites identifiées dans la gouvernance urbaine à Goma, cette section propose des recommandations concrètes et adaptées au contexte local. Elles visent à renforcer la planification urbaine, améliorer l'accès aux services de base, et encourager une gouvernance plus inclusive et participative. Inspirées à la fois des réalités observées sur le terrain et des bonnes pratiques issues d'autres villes africaines, ces recommandations offrent des pistes d'action pour les autorités locales, les partenaires techniques et financiers, ainsi que pour les communautés elles-mêmes.

A. Amélioration de la planification urbaine

Dans un contexte de croissance urbaine accélérée, la ville de Goma doit impérativement adopter une approche de planification urbaine structurée pour éviter une expansion désordonnée, génératrice de surpopulation, de quartiers informels et d'infrastructures insuffisantes. Les autorités locales sont appelées

à concevoir et mettre en œuvre des cadres d'aménagement du territoire intégrés, fondés sur les principes de durabilité, d'inclusion sociale et de résilience.

Selon Edgar Pieterse (2017), une planification urbaine efficace dans les villes africaines repose sur une vision à long terme qui englobe le logement, les transports, l'assainissement, la gestion des déchets et la protection de l'environnement. À Goma, cette approche doit également tenir compte des risques naturels spécifiques à la région, tels que les éruptions volcaniques et les inondations, afin de garantir une urbanisation sûre et durable.

L'implication des communautés locales dans les processus de planification est essentielle pour assurer l'équité des décisions et renforcer la légitimité des institutions publiques. Les décideurs doivent élaborer des plans d'urbanisme complets, prenant en compte les effets de l'urbanisation rapide sur les services publics, les infrastructures et l'accès au logement.

La mise en place de règlements de zonage clairs est nécessaire pour encadrer l'utilisation du sol, limiter la prolifération des établissements informels et maîtriser l'étalement urbain. Des politiques foncières transparentes contribueraient à réduire les conflits liés à la propriété et à sécuriser les investissements.

Enfin, le développement de logements abordables, notamment par le biais de partenariats public-privé, est crucial pour répondre aux besoins des ménages à faibles revenus et des personnes déplacées internes (PDI). L'intégration de critères environnementaux dans les projets d'aménagement urbain permettrait de minimiser les impacts négatifs de l'expansion urbaine sur les ressources naturelles et les écosystèmes locaux.

B. Renforcement des capacités institutionnelles à Goma et développement des compétences locales

Dans le contexte de la croissance rapide de la ville de Goma, le gouvernement de la République Démocratique du Congo doit intensifier ses efforts pour renforcer les capacités institutionnelles locales. Cela passe par l'investissement dans des programmes de formation continue et de perfectionnement professionnel à destination des cadres municipaux et des agents publics. Il est essentiel de prioriser la planification urbaine, la gestion budgétaire et l'amélioration des services publics afin de permettre à l'administration locale de répondre efficacement aux défis liés à l'expansion urbaine.

Le renforcement des compétences techniques à Goma permettrait d'améliorer la gestion des projets d'infrastructures — notamment dans les domaines de l'assainissement, de la mobilité urbaine et de l'habitat — tout en augmentant l'efficacité des services municipaux. Des formations spécialisées en urbanisme, en gestion financière et en administration publique, accompagnées d'un appui technique ciblé, contribueraient à professionnaliser les équipes locales.

Par ailleurs, la mobilisation des ressources fiscales locales, telles que les taxes foncières, les licences commerciales et autres prélèvements, est cruciale pour accroître l'autonomie financière de la ville. Enfin, la mise en place de mécanismes de lutte contre la corruption est indispensable pour instaurer une gouvernance transparente et responsable, renforçant ainsi la confiance des citoyens envers leurs institutions locales.

C. Renforcer la lutte contre la corruption à Goma

Dans le contexte de Goma, où les défis liés à l'urbanisation rapide sont aggravés par des faiblesses institutionnelles, la bonne gouvernance constitue une condition essentielle pour une expansion urbaine efficace. La lutte contre la corruption est cruciale pour assurer une gestion transparente et équitable des ressources publiques, notamment dans les secteurs clés comme l'accès à l'eau, aux routes et à l'électricité. Le renforcement des systèmes de gouvernance locale, au sein des communes et de la mairie, passe par la promotion de l'ouverture, de la redevabilité et de la transparence. Cela peut inclure la mise en place de

mécanismes de contrôle tels que des audits réguliers, la création d'organismes de surveillance indépendants, et la publication des budgets et des projets municipaux. Ces mesures contribueraient à restaurer la confiance des citoyens dans les institutions locales et à encourager leur participation active dans les processus de développement urbain.

Selon Bernard Jouve (2007), la mise en œuvre de réformes institutionnelles, incluant la lutte contre la corruption et la responsabilisation de la société civile, est un levier clé pour améliorer la gouvernance urbaine et créer un environnement favorable à la croissance inclusive.

D. Appui institutionnel et financier aux autorités locales à Goma

Les communes de la ville de Goma font face à des contraintes budgétaires persistantes qui freinent leur capacité à accompagner efficacement la croissance urbaine. Pour y remédier, il est essentiel de diversifier les sources de financement local et de renforcer les mécanismes de mobilisation des ressources propres. Cela passe notamment par la modernisation des systèmes de collecte des impôts, la digitalisation des procédures fiscales et la lutte contre les pertes de recettes.

Selon Justin Marlowe (2009), les collectivités locales doivent adopter des stratégies de gestion financière innovantes, incluant l'optimisation de la fiscalité locale, le recours aux partenariats public-privé (PPP) et l'investissement dans des infrastructures génératrices de revenus. De son côté, Jean-Marie Pontier souligne l'importance d'un cadre juridique et institutionnel clair pour garantir une répartition équitable des ressources et renforcer la solidarité financière entre niveaux de gouvernance.

Dans le contexte de Goma, une autonomie financière accrue permettrait aux autorités locales de mieux planifier et exécuter les projets de développement urbain, tout en réduisant leur dépendance vis-à-vis des financements extérieurs. Cela favoriserait une gouvernance plus durable, plus responsable et mieux alignée sur les priorités locales.

E. Investir dans les infrastructures et les services publics.

Afin d'assurer une croissance équitable et à long terme dans la ville de Goma, les investissements dans les infrastructures urbaines et les services publics doivent être prioritaires. Cela inclut l'amélioration de l'accès aux services essentiels, notamment l'eau, l'électricité, les soins de santé et l'éducation. Selon Ali et Yusuf (2022), les collectivités locales devraient collaborer avec des partenaires de développement étrangers afin d'obtenir des fonds et une assistance technique pour des projets d'infrastructures de grande envergure, notamment des réseaux routiers et des complexes résidentiels. L'amélioration des infrastructures stimulera la croissance économique, améliorera la qualité de vie des citoyens et permettra à la région de s'adapter à une urbanisation croissante.

Le développement des infrastructures et la fourniture de services publics contribueront à une urbanisation rapide et inciteront les décideurs politiques à accorder la priorité absolue au développement des infrastructures. Les zones de concentration urbaine importantes, situées dans des quartiers informels défavorisés et particuliers, devraient bénéficier d'un accès à l'eau, à l'assainissement, aux soins de santé et à l'éducation. Les collectivités locales doivent créer un système de transport public intégré pour faciliter la mobilité urbaine et réduire les embouteillages, en investissant également dans les infrastructures numériques afin d'améliorer l'efficacité des services et de soutenir les projets de gouvernance électronique.

F. Encourager la participation citoyenne

Pour faire face aux défis de l'urbanisation dans la ville de Goma, la participation citoyenne est essentielle. Elle peut être encouragée par la mise en place de forums communautaires et de budgets participatifs, permettant aux citoyens de s'impliquer directement dans les décisions locales. L'éducation civique et les campagnes de sensibilisation renforcent la compréhension des enjeux urbains. Les technologies

numériques, comme les plateformes en ligne et la cartographie participative, facilitent l'expression citoyenne et la collecte de données locales. Il est aussi crucial d'assurer l'inclusion sociale, en impliquant les groupes marginalisés et en adaptant les outils aux réalités linguistiques et culturelles. Enfin, des partenariats multi-acteurs avec les ONG, les universités et le secteur privé peuvent renforcer l'impact des initiatives citoyennes. Ces stratégies favorisent une urbanisation plus équitable, durable et adaptée aux besoins réels des habitants.

G. Collaboration régionale et internationale :

Face aux défis croissants de l'urbanisation à Goma, ville en pleine expansion démographique et exposée à des risques environnementaux uniques (notamment volcaniques), la collaboration régionale et internationale devient un levier stratégique pour les autorités locales. En s'associant à des organisations telles que les Nations Unies, la Banque mondiale ou la Banque africaine de développement, Goma peut bénéficier d'un appui technique et financier pour améliorer sa planification urbaine, renforcer ses infrastructures et anticiper les crises.

Le partage des connaissances à travers des forums internationaux et des programmes d'échange permettrait à la ville d'apprendre des expériences réussies dans d'autres contextes urbains africains ou mondiaux. Cela est particulièrement pertinent pour la gestion des risques naturels, la mobilité urbaine et l'accès aux services de base.

Enfin, une planification urbaine transfrontalière avec les villes voisines du Rwanda et de l'Ouganda pourrait favoriser une approche régionale intégrée, notamment en matière de transport, de commerce transfrontalier et de protection de l'environnement autour du lac Kivu. Une telle coopération renforcerait la résilience de Goma tout en soutenant un développement urbain durable et inclusif.

CONCLUSION

Cette recherche a exploré les dynamiques de l'urbanisation rapide et les défis de gouvernance locale à Goma, en mettant en lumière les tensions entre croissance urbaine et participation citoyenne. Elle a révélé que cette croissance est alimentée par des facteurs socio-économiques tels que les opportunités économiques et les déplacements internes. Toutefois, elle s'accompagne de défis majeurs, notamment un accès limité aux services urbains essentiels tels que l'eau potable, les routes praticables et l'électricité, affectant directement la qualité de vie des habitants.

Les perceptions des citoyens sur la gouvernance locale sont souvent marquées par un sentiment de méfiance, en raison de la faiblesse des institutions, de l'instabilité politique et de la corruption. De plus, le niveau de participation citoyenne reste faible, malgré quelques initiatives communautaires émergentes. Cela souligne l'urgence de renforcer les mécanismes de gouvernance participative.

Des approches telles que l'urbanisme communautaire, la coopération avec les organisations internationales et la planification urbaine inclusive peuvent contribuer à améliorer la situation. En somme, une gouvernance locale renforcée, centrée sur les besoins des citoyens et appuyée par une participation active, est indispensable pour bâtir une ville de Goma plus résiliente, équitable et durable.

Références bibliographiques

Ouvrages et articles

1. Ali, A., & Yusuf, M. (2022). La coopération internationale des collectivités locales : enjeux et perspectives. *Revue des Politiques Territoriales*, 18(2), 45–62.

2. Bracht, N., & Tsouros, A. (1990). Principles and strategies of effective community participation. *Health Promotion International*, 5(3)
3. Crook, R. C., & Manor, J. (1998). *Democracy and Decentralization in South Asia and West Africa: Participation, Accountability, and Performance*. Cambridge: Cambridge University Press.
4. Cubaka Ntarubibi, J. (2020). *Gouvernance démocratique et participation citoyenne à Goma*. Université de Goma.
5. Dubresson, A., & Jaglin, S. (2002). La gouvernance urbaine en Afrique subsaharienne : pour une géographie de la régulation. In F. Bart, J. Bonvallot & R. Pourtier (Eds.), *Regards sur l'Afrique* (pp. 67–75). *Historiens et Géographes*, (379).
6. Durand-Lasserve, A. (2006). Informal Settlements and the Millennium Development Goals: Global Policy Debates on Property Ownership and Security of Tenure. *Global Urban Development*, 2(1), 5
7. ISDR-Bukavu. (2021). *Diagnostic de la gouvernance urbaine à Bukavu*. - Institut Supérieur de Développement Rural de Bukavu.
8. Institut français des relations internationales (IFRI).
9. Jaglin, S. (2012). Services en réseaux et villes africaines : l'universalité par d'autres voies ? *L'Espace géographique*, 41(1), 51–67.
10. Jouve, Bernard & Jouve, Catherine (2004). *La gouvernance urbaine en questions*. Paris : Elsevier.
11. Lorrain, Dominique (2017). *La gouvernance urbaine entre science et idéologie*.
12. Marlowe, J., Rivenbark, W. C., & Vogt, A. J. (2009). *Capital budgeting and finance: A guide for local governments* (2nd ed.). ICMA Press.
13. Nzongola-Ntalaja, G. (2004). *From Zaire to the Democratic Republic of the Congo*. Uppsala: Nordiska Afrikainstitutet. (Current African Issues, No. 28).
14. OCDE (2025), 'Dynamiques de l'urbanisation africaine'.
15. Pieterse, E. & Simone, A. (2017). *New Urban Worlds: Inhabiting Dissonant Times*. Polity Press
16. Pontier, J.-M. (2005). *La solidarité financière entre collectivités territoriales*. L.G.D.J.
17. Ribot, J. C. (2002). *Democratic Decentralization of Natural Resources: Institutionalizing Popular Participation*. Washington, DC: World Resources Institute
18. Ruffin Makengo Kuhusu (2024), 'La participation citoyenne à la gouvernance locale et développement des entités territoriales décentralisées', Université de Kinshasa.
19. Schlimmer, Sina (2022). *Gouverner les villes africaines. Panorama des enjeux et perspectives*.
20. Trefon, T. (2011). *Gouvernance forestière au Congo : le règne de la corruption ?* Bergen: Chr. Michelsen Institute. (U4 Brief 2011:17).
21. UN-Habitat. (2020). *Kampala Participatory Budgeting and Urban Governance Report*. United Nations Human Settlements Programme.
22. Université Paris 1 (2010). *Services essentiels et équité : Quel positionnement pour le secteur artisanal dans l'offre de services en milieu urbain ?*
23. Vyalirendi Mumbere Belden et al. (2025), 'Analyse diachronique de l'expansion urbaine de la ville de Goma (RDC)', *Revue Écosystèmes et Paysages*, 5(1), 1-11.

Sources en ligne

1. Arnstein, S. R. (1969). A ladder of citizen participation. *Journal of the American Institute of Planners*, 35(4), 216–224. <https://doi.org/10.1080/01944366908977225>
2. Divay, G., & Belley, S. (2012). La gouvernance locale à l'épreuve de la mouvance territoriale. *Revue Gouvernance*, 9(1). <https://www.erudit.org/fr/revues/gouvernance/2012-v9-n1->

gouvernance02935/1038891ar.pdf

3. Dubresson, A., & Jaglin, S. (2002). La gouvernance urbaine en Afrique subsaharienne : pour une géographie de la régulation. <https://www.academia.edu/89324402>
4. Jaglin, S. (2012). Services en réseaux et villes africaines : l'universalité par d'autres voies ? L'Espace géographique, 41(1), 51–67. <https://shs.cairn.info/revue-espace-geographique-2012-1-page-51>
5. Lorrain, D. (2017). La gouvernance urbaine entre science et idéologie. HAL-SHS. <https://shs.hal.science/halshs-01528111/document>
6. Ministère de l'Intérieur du Maroc. (2022). Guide de la coopération et de partenariat des collectivités locales. Portail national des collectivités territoriales « <https://collectivites-territoriales.gov.ma/fr/publications/guide-de-la-cooperation-et-de-partenariat-des-collectivites-locales> »
7. Schlimmer, S. (2022). Gouverner les villes africaines. Panorama des enjeux et perspectives. Institut français des relations internationales (IFRI). <https://www.ifri.org/fr/etudes/gouverner-les-villes-africaines-panorama-des-enjeux-et-perspectives>
8. Université Paris 1. (2010). Services essentiels et équité : Quel positionnement pour le secteur artisanal dans l'offre de services en milieu urbain ? Programme Solidarité Eau. https://www.pseau.org/outils/ouvrages/universite_sorbonne_paris_1_services_essentiels_et_equite_quel_positionnement_pour_le_secteur_artisanal_dans_l_offre_de_services_en_milieu_urbain_2010.pdf